

Communiqué de presse

Stellantis Poissy : un enjeu industriel majeur, des emplois à défendre

Ce jeudi 23 avril, près de 500 salarié-es du site Stellantis de Poissy se sont rassemblé-es pour défendre leurs emplois et leur outil industriel, aujourd'hui menacés. À l'appel d'une intersyndicale CGT, UNSA et Solidaires, cette mobilisation s'inscrit dans un mouvement plus large touchant plusieurs sites du groupe, aujourd'hui concernés par des appels à la grève. Elle bénéficie d'un soutien fort de la population et de nombreux élus locaux.

Un site stratégique au cœur du territoire

Le site de Poissy constitue un pilier industriel majeur, porteur de savoir-faire historiques et de milliers d'emplois directs et indirects. Sa disparition aurait des conséquences sociales, économiques et territoriales considérables. La CGT rappelle qu'un emploi industriel supprimé entraîne la mise en danger de plus de quatre emplois dans le bassin de vie, les services et les services publics, sans compter la sous-traitance.

Un projet industriel alternatif porté par les salarié-es

Les salarié-es, avec la CGT, défendent un projet concret : la production d'un véhicule populaire, écologique et accessible. Il permettrait de maintenir et développer l'emploi, de préserver notre souveraineté productive et des savoir-faire industriels stratégiques, tout en répondant aux enjeux de la transition écologique.

Des exigences claires à l'État et à Stellantis

La CGT exige que l'Etat prenne ses responsabilités et pèse sur les orientations du groupe qui a perçu des aides publiques colossales. A l'heure où le Président de la République prétend vouloir soutenir la réalisation de projets industriels dans le pays, l'Etat doit soutenir le projet des salarié-es pour le maintien de l'emploi et des capacités industrielles sur le site de Poissy !

Pas un euro d'argent public ne doit financer des fermetures ou des délocalisations !

La CGT appelle à poursuivre et amplifier la mobilisation, notamment à l'occasion du 1er mai, pour défendre l'emploi, l'augmentation des salaires et les droits des travailleuses et des travailleurs.

Une politique industrielle à rebours des besoins

Alors que la CGT recense près de 600 plans de suppressions d'emplois en France ces derniers mois, principalement dans l'industrie, la situation de Poissy illustre les ravages d'une stratégie fondée sur la rentabilité à court terme. La crise énergétique est aujourd'hui utilisée comme prétexte pour accélérer les restructurations et les fermetures de sites. Dans le même temps, les grands groupes, dont Stellantis, continuent de percevoir massivement des aides publiques tout en distribuant des dividendes record et en délocalisant leur production.

La CGT dénonce un système où, selon un rapport sénatorial, 211 milliards d'euros d'aides publiques sont versés chaque année aux grandes entreprises sans ciblage, sans suivi ni contrepartie sociale, environnementale ou industrielle.

La bataille de Poissy est emblématique d'un combat national de la CGT pour l'industrie et l'intérêt général.

Montreuil, le 23 avril 2026